

« EN ÉCONOMIE, MOINS UNE SOCIÉTÉ CONNAÎT D'ÉCARTS DE REVENUS, PLUS ELLE SERA ÉGALITAIRE »

Olivier Malay

Nous avons rencontré Olivier Malay, économiste au service d'études de la CSC Alimentation et Services et chargé de cours à l'ULB. Nous lui avons demandé ce que les économistes entendaient par « égalité ». Il a saisi l'occasion pour dénoncer l'inégalité grandissante dans notre société et proposer des pistes pour l'affronter. Il rappelle qu'une société égalitaire est aussi désirable d'un point de vue économique.



O. Malay

■ Comment un économiste définit-il l'égalité ?

□ Il y a deux notions qui sont généralement étudiées par les économistes quand ils traitent de l'égalité : l'égalité des revenus et l'égalité des patrimoines.

Les revenus sont composés tant des revenus primaires (les salaires), que des revenus secondaires (les fruits de la redistribution). Le patrimoine est l'ensemble de la propriété (mobilière, immobilière et financière) d'une personne. Les travaux sur l'égalité de Thomas Piketty ont par exemple fortement mis l'accent sur les inégalités de patrimoine.

L'indice qui est le plus utilisé dans les sciences économiques pour étudier les écarts de reve-

nus est l'indice de Gini, une formule mathématique qui rend compte de la répartition des revenus au sein d'une population.

Si on cherche la définition la plus pragmatique, en économie, de la notion d'égalité, c'est donc celle-là. Moins une société connaît des écarts de revenus, plus elle sera égalitaire.

■ Si l'on s'en tient à cette définition, pouvons-nous dire que la Belgique est un pays égalitaire ?

□ De manière traditionnelle, quand on analyse l'inégalité des revenus en Belgique sur base de l'indice de Gini, on n'observe pas de tendance à l'augmentation de l'inégalité. On pourrait même observer une légère diminu-

tion des inégalités. Sauf qu'on dispose de mauvais chiffres : les revenus des très riches ne sont pas toujours captés dans ces chiffres officiels, et les revenus des très pauvres ne figurent pas non plus dans les statistiques. En plus, le patrimoine réel des hautes fortunes est souvent inconnu. L'évasion fiscale à grande échelle biaise également le calcul de l'inégalité en Belgique. Ceci dit, c'est clair que la Belgique est un pays plus égalitaire que d'autres pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Le poids des syndicats et des mutuelles dans le système de protection sociale joue un rôle important dans cet état de fait.

Par contre, dans la situation qui est la nôtre, je pense qu'il faut s'attendre à une forte hausse des inégalités. Si l'on regarde le salaire réel en Belgique, il stagne depuis 2008. On a eu de petites augmentations de salaire mais, en parallèle, le coût de la vie augmente également. Avec la crise actuelle, la moitié des salaires n'ont pas encore été indexés cette année. Ces personnes ont donc perdu 10% de leur pouvoir d'achat ! Parallèlement, les chiffres dont nous disposons sur les dividendes versés aux actionnaires sont en augmentation constante. Ils ont augmenté de 40% en 2021 et les chiffres que l'on a pour le deuxième trimestre 2022 soulignent une augmentation de 70%. On va vers une situation qui se polarise fortement. La question d'urgence n'est donc pas de savoir comment aller vers une situation plus égalitaire mais plutôt d'éviter la casse et de sauver les meubles.

■ **D'après un rapport de 2015 de l'OCDE, la hausse des inégalités a constitué un manque à gagner de croissance économique d'environ 5% en 20 ans. Cela correspond à une « perte » de 19 milliards d'euros par an en Belgique, soit 1700€ par Belge. D'après cette institution donc, des mesures en faveur de l'égalité pourraient engendrer quelques pourcents de croissance dans les pays qui les mettraient en œuvre. Pourriez-vous expliquer la logique qui est sous-entendue ici ?**

□ Ce manque de croissance s'explique *in fine* par l'inégalité de notre système éducatif, la mauvaise santé générale de la société ainsi que la faiblesse du pouvoir d'achat.

On distingue les inégalités par le haut et les inégalités par le bas. Les inégalités par le haut, c'est quand les riches deviennent plus riches. L'inégalité par le bas, c'est quand les pauvres deviennent plus pauvres. Quand les pauvres deviennent plus pauvres, cela a un effet direct sur leur accès aux soins de santé et à l'éducation. On est donc dans une société moins bien

éduquée et en moins bonne santé. D'un point de vue économique, tant l'un que l'autre sont mauvais puisque cela signifie moins d'innovation, des personnes moins productives, plus souvent malades, etc. D'un point de vue strictement économique, des inégalités par le bas vont donc engendrer une moins bonne force de travail. **Les sociétés plus égalitaires sont plus productives d'un point de vue économique.**

■ **Quand on parle d'inégalité des revenus, on traite généralement de la petitesse des revenus des pauvres mais plus rarement de la grosseur des revenus des riches. Le fait que les riches soient plus riches peut-il constituer un problème pour notre économie ?**

□ Il y a trois problèmes qui me viennent en tête concernant l'inégalité par le haut, au fait que les riches soient de plus en plus riches.

Le premier réside dans le fait que si l'on veut des politiques égalitaires comme la santé de base ou les transports publics gratuits, il faut ponctionner de l'argent quelque part. Il n'y a pas 36 catégories de personnes à qui on peut prélever cet argent. Soit à la classe moyenne, soit aux plus riches.

Or, à moins d'écraser la classe moyenne, **on ne peut pas élaborer de réelles politiques en faveur de l'égalité tant qu'on ne prélève pas l'argent chez les plus riches.** Le problème n'est donc pas la hauteur des revenus des riches, mais bien le fait que si on ne ponctionne pas cette fortune, il n'y aura simplement pas moyen de financer les politiques en faveur de l'égalité. C'est donc un problème indirect mais c'est un problème essentiel.

Le deuxième point est lié au premier et renvoie à l'idée que des riches plus riches ont les moyens de davantage peser sur le pouvoir politique. Et donc de davantage s'opposer à des politiques de redistribution ou de régulation des entreprises. L'inégalité économique par le haut a un impact politique qui, finalement, accroît la pauvreté.

Le troisième point est davantage sociologique. Les plus fortunés sont les modèles des gens un peu moins riches. Les gens un peu moins riches sont les modèles de la classe moyenne. Et les gens de la classe moyenne sont les modèles des personnes des classes populaires, qui elles-mêmes regardent aussi les très riches, etc. **Il y a un phénomène de comparaison sociale très important. Celui-ci est d'autant plus fort que les hauts revenus sont fortunés.**

Cette comparaison sociale entraîne une forme de mal-être. On sait en effet que le besoin de reconnaissance est un besoin fondamental, vital. Cette comparaison sociale pousse également à une forme de consommation, qu'on appelle « ostentatoire », où on constate que les gens consomment des biens qui exposent leur niveau de richesse. Plus les riches étalent leur richesse, plus les autres catégories socio-économiques vont vouloir imiter en consommant davantage.

Les problèmes induits par cette consommation ostentatoire sont tant liés à l'augmentation de la consommation en tant que telle (gaspillage, pollution, endettement, etc.) qu'au fait que les standards matériels d'une vie réussie, accomplie, augmentent sans cesse. Même lorsque le niveau de vie moyen d'une société augmente, cette augmentation ne se transforme que temporairement en gain en bien-être, dès lors que les standards matériels d'une vie réussie augmentent aussi à cause des inégalités par le haut.

■ **On traverse une période compliquée, avec les différentes crises sanitaires, énergétiques, environnementales et climatiques. L'Etat est de plus en plus sollicité pour pallier ces crises. Et il se retrouve de plus en plus démuné. Comment expliquez-vous que la revendication de la taxation du patrimoine des plus riches ne parvienne pas au centre du débat politique et médiatique ?**

□ Quand on regarde qui supporte cette revendication, cela va de Marco Van Hees du PTB à des économistes comme Paul De Grauwe, ancien sénateur Open VLD et professeur à la KULeuven et à la LSE (London School of Economics). Ce dernier propose une taxation du capital qui rapporterait 11 milliards d'euros au Trésor belge.

Si cette revendication n'arrive pas sur le devant de la scène, c'est d'abord à mon avis lié à la puissance des grandes fortunes belges et à leurs relais dans le monde politique ou dans les fédérations patronales. La concurrence internationale est leur principal argument. Mais à mon avis, c'est fondamentalement un problème de rapport de force.

L'argument massue utilisé est de dire qu'une taxation du capital engendrera une fuite des capitaux à l'étranger. Un argument qui se vérifierait peut-être si on envisageait de taxer le patrimoine à 90%. Mais on n'observe pas une telle fuite dans les pays où il existe une



taxe modérée sur les fortunes. En France, par exemple, l'impôt sur la Fortune (ISF) n'a pas entraîné de fuites des capitaux et cette politique a rapporté des milliards d'euros à l'Etat français. De la même manière, quand Macron a supprimé l'ISF, on n'a pas observé un quelconque retour de riches français. Ceux-ci sont donc manifestement peu sensibles à ce type de politique. Pourtant, c'est un argument qui se suffit à lui-même et qui coupe court au débat.

■ **Du coup, avez-vous un argument massue à opposer à cet argument massue de la compétition internationale ?**

□ Oui, je pense. C'est l'argument de Wilkinson et Pickett (Voir l'article sur l'égalité du point de vue de la santé page 18) qui avancent, chiffres à l'appui, qu'**une société plus égalitaire est profitable pour tout le monde, même pour les plus riches**. Même ceux qui doivent payer plus d'impôts y gagnent en termes de bien-être parce qu'une société plus égalitaire connaît moins de délits violents, moins d'accidents de la route liés à l'alcoolisme, moins de contagion de maladies mal soignées, parce que le niveau des écoles y est meilleur, parce la cohésion sociale est meilleure, etc.

Il y a une étude de l'université de Harvard qui a suivi des gens pendant toute leur vie pour voir ce qui faisait que certains étaient heureux et d'autres pas. Cette étude a montré que c'était la qualité des liens sociaux qui déterminait d'abord notre sentiment de bonheur. Et c'est dans une société égalitaire qu'ils sont de meilleure qualité.

Propos recueillis par Samuel Legros